

Art. 5. Komen in aanmerking binnen de in artikelen 2 en 3 vastgestelde grenzen de investeringsprogramma's die voorgesteld zijn door iedere natuurlijke persoon of in handelsvennootschap opgerichte rechtspersoon, of door een afdeling van of door een in het Waalse Gewest gevestigde exploitatiezetel die deelt uitmaakt van deze rechtspersonen, welke een afzonderlijke exploitatie-eenheid vormen.

Komen tevens in aanmerking de investeringsprogramma's verricht door een geheel van rechtspersonen zoals bepaald in het eerste lid, voor zover zij een homogene technische exploitatie-eenheid vormen.

Art. 6. § 1. De toekenbare premie is vastgesteld op 15 % van het bedrag van het toegelaten investeringsprogramma.

§ 2. Het advies van de Algemene Directie van Technologieën en Versing is voorafgaand vereist om vast te stellen of het investeringsprogramma in aanmerking kan komen.

Art. 7. De toekenningsbeslissing is onderworpen aan een geschreven verbintenis van de onderneming, waarin de gewenste resultaten van het investeringsprogramma vermeld worden.

Art. 8. § 1. De vereffening van de premie is onderworpen aan de aanvraag van de onderneming om uitbetaling, na de volledige realisatie van het investeringsprogramma.

§ 2. De Algemene Directie Economie en Tewerkstelling oefent een controle uit op de uitvoering van het investeringsprogramma en, wat betreft de ondernemingen die een investeringsprogramma uitvoeren waarbij technieken met betrekking tot hernieuwbare energieën geheel of ten dele gebruikt kunnen worden, houdt de Algemene Directie van Technologieën en Versing ook toezicht over de uitvoering van het investeringsprogramma overeenkomstig de nagestreefde resultaten.

§ 3. Indien de onderneming haar doeleinden niet naleeft, wordt er overgegaan tot de terugbetaling van de premie.

Art. 9. In ieder geval kan het Waalse Gewest overgaan tot een controle op de rechthebbende ondernemingen. Deze controle kan plaatsvinden zodra een gunstige beslissing genomen is en dit, tot het ogenblik dat de verplichtingen van de ondernemingen ten opzichte van het Waalse Gewest vervuld zijn.

Art. 10. De Minister, tot wiens bevoegdheid de Economie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 16 september 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

F. 94 — 139

[C — 27017]

16 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'environnement dans le cadre des articles 5 et 5 bis de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en œuvre et sans délai, une politique d'aide aux investissements économiques ayant également pour objet de réduire sensiblement les nuisances et la pollution afin de préserver l'environnement;

Considérant que pour l'application du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, il y a lieu de ne prendre en considération que les politiques d'intérêt particulier visées par cette norme, à l'exclusion de toute autre et que seuls peuvent être pris en considération pour le bénéfice des aides les investissements destinés à l'utilisation des immobilisations permettant la mise en œuvre de ces politiques d'intérêt particulier, à l'exclusion des investissements destinés à la production des dites immobilisations;

Sur la proposition du Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- le Ministre : le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions;
- prime : la prime à l'investissement visée à l'article 12 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;
- programme d'investissements : un ensemble d'opérations et dépenses devant nécessairement figurer à l'actif du bilan dans la rubrique « Immobilisés ».

Art. 2. La mise en œuvre d'une politique spécifique en matière d'environnement a pour objectif d'inciter les entreprises à respecter des normes plus rigoureuses que celles imposées par la Région, l'Etat ou les Communautés européennes dans ce domaine, à promouvoir des activités de recyclage-récupération et à mener des actions d'assainissements des sites pollués, à l'exclusion de toute autre.

Cette politique s'exerce dans les créneaux suivants :

- la pollution atmosphérique;
- la pollution par le bruit;
- les risques technologiques majeurs;
- le rejet des eaux usées;
- les déchets;
- la pollution des sols et des nappes aquifères.

Art. 3. Relèvent de la politique d'environnement, les programmes d'investissements suivants réalisés en Région wallonne :

- la construction d'installations destinées à réduire ou à éliminer les pollutions ou nuisances;
- la reconversion d'installations de production en service vers des processus de production moins polluants;
- le recyclage-récupération de résidus, de déchets ...;
- l'assainissement des sites pollués;
- les efforts en recherche et développement visant à la mise au point de produits ou techniques de production moins polluants ainsi que le passage des résultats obtenus au stade de l'exploitation industrielle, pour autant que ces investissements ne bénéficient d'aucune autre aide régionale.

Art. 4. Les entreprises présentant des programmes d'investissements devront disposer des autorisations requises en vertu des réglementations existantes en matière de protection de l'environnement et plus particulièrement :

- 1° les autorisations requises en vertu du titre Ier, chapitre Ier du Règlement général pour la Protection du Travail;
- 2° les permis d'extraction requis en vertu du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;
- 3° les concessions de mines requises en vertu du décret du 7 juillet 1988 sur les mines;
- 4° les permis de valorisation de terrils requis en vertu du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils;
- 5° l'autorisation de déversement d'eaux usées;
- 6° l'autorisation de captage des eaux en surface ou des eaux souterraines;
- 7° les agréments et autorisations obligatoires en vertu de la législation en matière de déchets.

Les entreprises sollicitant une prime doivent apporter la preuve qu'elles sont en règle vis-à-vis des législations et réglementations concernant les taxes et redevances en matière d'environnement.

Art. 5. Sont admissibles dans les limites fixées aux articles 2 et 3, les programmes d'investissements présentés par toute personne physique ou toute personne morale constituée sous forme de société commerciale, ou par une division ou un siège d'exploitation faisant partie de ces personnes juridiques constituant une unité distincte d'exploitation, localisée en Région wallonne.

Sont également admissibles, les programmes d'investissements réalisés par un ensemble de personnes juridiques telles que définies à l'alinéa 1er, pour autant qu'elles constituent une unité technique d'exploitation homogène.

Art. 6. § 1er. Le taux maximum de la prime pouvant être octroyée est fixé à 20 % du montant du programme d'investissements admis.

Ce taux est modulé en fonction de l'intensité des efforts déployés pour dépasser les normes usuelles minimum dans le créneau dans lequel s'opère le programme d'investissements.

§ 2. Toutefois, une prime forfaitaire de 15 % peut être octroyée aux entreprises qui réalisent un programme d'investissements en vue d'assainir un site pollué ou en vue de promouvoir le recyclage-récupération. Cette prime ne peut être cumulée avec d'autres aides portant sur le même objet.

§ 3. Le Ministre fixe le niveau de l'aide après avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement en application des dispositions fixées au § 1er.

Art. 7. Le Gouvernement wallon fixe les normes usuelles minimum visées à l'article 6, § 1er, ainsi que les différents seuils d'intervention.

Art. 8. La décision d'octroi est subordonnée à un engagement écrit de l'entreprise indiquant les effets escomptés du programme d'investissements et les valeurs qu'elle s'engage à atteindre ou l'objectif qu'elle s'est fixé en matière d'assainissement de site pollué.

Art. 9. § 1er. La liquidation de la prime est subordonnée à la demande de liquidation émanant de l'entreprise, après réalisation complète du programme d'investissements.

§ 2. La Direction générale de l'Economie et de l'Emploi opère un contrôle de la réalisation du programme d'investissements.

En outre, la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement vérifie que le programme d'investissements a produit les effets escomptés et que les valeurs fixées sont atteintes. Si l'intervention d'un laboratoire agréé est demandée par cette Direction, les frais seront imputés à l'entreprise.

A défaut du respect des objectifs par l'entreprise, il est procédé à l'adaptation du niveau de la prime ou, le cas échéant, à sa restitution.

Art. 10. Le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 16 septembre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

ÜBERSETZUNG

D. 94 — 139

[C — 27017]

16. SEPTEMBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung zwecks der Einsetzung einer spezifischen Umweltpolitik im Rahmen von Artikel 5 und 5bis des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend die Wirtschaftsaufschwung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist

Aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekrets vom 25. Juni 1992;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, so wie sie durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeändert worden sind;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, unverzüglich eine Politik zur Unterstützung der wirtschaftlichen Investitionen einzusetzen, die ebenfalls die deutliche Reduzierung der schädlichen Einwirkungen und der Umweltverschmutzung bezweckt, und dies, um die Umwelt zu schützen;

In der Erwägung, daß es für die Anwendung des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung Anlaß gibt, ausschließlich die durch diese Norm betroffene Politik mit spezifischen Interessen und keine andere zu berücksichtigen, und daß für den Genuß der Beihilfen ausschließlich die Investitionen in Betracht gezogen werden dürfen, die zur Anwendung der Anlagevermögen zur Einsetzung dieser Politik mit spezifischen Interessen bestimmt sind, und nicht die Investitionen, die zur Schaffung der besagten Anlagevermögen bestimmt sind,

Auf Vorschlag des Vorsitzenden der Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive:

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter:

- « Minister »: den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die KMB gehören;
- « Prämie »: die Investitionsprämie im Sinne von Artikel 32.4 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist;
- « Investitionsprogramm »: eine Reihe von Geschäften und Aufwendungen, die unbedingt auf der Aktivseite der Bilanz unter der Rubrik « Anlagevermögen » angeführt sein müssen.

Art. 2. Die Einsetzung einer spezifischen Umweltpolitik hat zum Zweck, die Betriebe dazubringen, strengere Normen als die in diesem Gebiet von der Region, vom Staat oder von den Europäischen Gemeinschaften vorgeschriebenen Normen einzuhalten sowie Recycling und Wiederverwendung zu fördern und Aktionen zur Sanierung der verschmutzten Gebiete durchzuführen, mit Ausschluß aller anderen.

Diese Politik findet Anwendung in folgenden Gebieten:

- Luftverschmutzung;
- Belästigung durch den Lärm;
- technologischen Hauptrisiken;
- Ablassen von Abwässern;
- Abfällen;
- Boden- und Grundwasserverschmutzung.

Art. 3. Die Umweltpolitik betrifft folgende in der Wallonischen Region durchgeführten Investitionsprogramme:

- das Erbauen von Anlagen zur Reduzierung oder zur Beseitigung der Verschmutzungen oder der schädlichen Einwirkungen;
- die Umstellung von Produktionsanlagen in Betrieb auf weniger verschmutzende Produktionsverfahren;
- das Recycling und die Wiederverwendung von Rückständen, Abfällen, usw.;
- die Sanierung der verschmutzten Gebiete;
- die Bemühungen in den Bereichen Forschung und Entwicklung, um umweltfreundlichere Produkte oder Techniken einzustellen, sowie der Übergang der erzielten Ergebnisse zum Stadium des Industriebetriebs, sofern diese Investitionen keine andere regionale Unterstützung bekommen.

Art. 4. Die Betriebe, die Investitionsprogramme durchführen, müssen über alle aufgrund der bestehenden Regelungen in Sachen Umweltschutz erforderlichen Genehmigungen verfügen, insbesondere über:

- 1° die gemäß Titel I Kapitel I der allgemeinen Arbeitsschutzordnung erforderlichen Genehmigungen;
- 2° die gemäß dem Dekret vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche erforderlichen Förderungserlaubnisse;
- 3° die gemäß des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erforderlichen Bergbaukonzessionen;
- 4° die gemäß dem Dekret vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden erforderlichen Genehmigungen zur Erschließung von Halden;
- 5° die Genehmigung für die Ableitung von Abwässern;
- 6° die Genehmigung für die Oberflächen- oder Grundwassererfassung;
- 7° die gemäß der Rechtsvorschrift bezüglich der Abfälle vorgeschriebenen Zulassungen und Genehmigungen.

Die Betriebe, die eine Prämie beantragen, müssen den Beweis erbringen, daß sie den Rechtsvorschriften und Regelungen über Steuer und Gebühren in Sachen Umwelt entsprechen.

Art. 5. In dem in den Artikeln 2 und 3 festgelegten Rahmen können die Investitionsprogramme zugelassen werden, die vorgelegt werden von jeglicher natürlichen oder juristischen Person, die die Rechtsform einer Handelsgesellschaft hat, oder von einer Betriebsabteilung bzw. einem Betriebssitz, die bzw. der zu diesen juristischen Personen gehört, einen unabhängigen Betrieb bildet und in der Wallonischen Region gelegen ist.

Die Investitionsprogramme, die von einer Reihe von juristischen Personen im Sinne von Absatz 1 ausgeführt werden, sind ebenfalls zulässig, insofern diese Personen einen homogenen technischen Betrieb bilden.

Art. 6. § 1. Der Höchstssatz der Prämie, die gewährt werden kann, wird auf 20 % des Betrags des zugelassenen Investitionsprogramms festgelegt.

Dieser Satz entspricht den Bemühungen von den Betrieben, um die üblichen Mindestnormen in dem Gebiet, in dem das Investitionsprogramm erfolgt, zu überschreiten.

§ 2. Eine Pauschalprämie von 15 % kann jedoch den Betrieben gewährt werden, die ein Investitionsprogramm durchführen, um ein verschmutztes Gebiet zu sanieren oder das Recycling und die Wiederverwendung zu fördern. Diese Prämie darf nicht zusätzlich zu anderen Beihilfen, die denselben Gegenstand betreffen, gewährt werden.

§ 3. Der Minister setzt die Höhe der Unterstützung nach Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt in Anwendung der in § 1 festgelegten Bestimmungen fest.

Art. 7. Die Wallonische Regierung legt die in Artikel 6 § 1 erwähnten üblichen Mindestnormen sowie die verschiedenen Vermittlungsschwellen fest.

Art. 8. Der Beschluß zur Gewährung der Prämie unterliegt einer schriftlichen Verpflichtung des Betriebs, in der die erhofften Resultate des Investitionsprogramms sowie die Werte, die er sich zu erreichen verpflichtet hat oder das Ziel, das er sich bezüglich der Sanierung eines verschmutzten Gebietes festgesetzt hat, angegeben sind.

Art. 9. § 1. Die Prämie wird nach vollständiger Ausführung des Investitionsprogramms ausgezahlt, nachdem der Betrieb die Auszahlung beantragt hat.

§ 2. Die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung kontrolliert die Ausführung des Investitionsprogramms.

Ferner überprüft die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, daß das Investitionsprogramm zu den erhofften Resultaten geführt hat und daß die festgesetzten Werte erreicht worden sind. Wenn diese Direktion die Stellungnahme eines zugelassenen Labors beantragt, werden die Kosten dem Betrieb angerechnet.

Wenn der Betrieb die Ziele nicht einhält, wird der Betrag der Prämie angepaßt oder gegebenenfalls zurückgezahlt.

Art. 10. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die KMB gehören, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. September 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

VERTALING

N. 94 — 139

[C — 27017]

16 SEPTEMBER 1993. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake leefmilieu in het kader van de artikelen 5 en 5bis van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld een beleid van bijstand in werking te stellen voor de economische investeringen die ook tot doel hebben de milieuhinder en de vervuiling aanzienlijk te verminderen voor de bescherming van het leefmilieu;

Overwegende dat, bij toepassing van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, het geboden is enkel rekening te houden met de bij deze norm bedoelde beleiden van bijzondere aard, met uitzondering van alle andere, en dat enkel in aanmerking kunnen komen voor het recht op de tegemoetkomingen de investeringen voor het gebruik van activa die de inwerkingstelling toelaten van deze beleiden van bijzondere aard, uitgezonderd de investeringen voor de productie van vermelde activa;

Op de voordracht van de Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Economie behoort;
- premie : de investeringspremie bedoeld in artikel 12 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;
- investeringsprogramma : een geheel van verrichtingen en uitgaven die verplichtend opgenomen moeten worden in de activa van de balans, onder de rubriek « Vaste activa ».

Art. 2. De inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake leefmilieu heeft tot doel de ondernemingen aan te sporen strengere normen dan welke opgelegd zijn door het Gewest, de Staat of de Europese Gemeenschap na te leven, recyclage- en recuperatieactiviteiten te bevorderen en acties te voeren voor de sanering van vervuilde ruimtes, uitgezonderd alle andere.

Dit beleid wordt uitgeoefend in volgende domeinen :

- de luchtvervuiling;
- de geluidshinder;
- de grote risico's in verband met de technologie;
- het uitbraken van vervuild water;
- het afval;
- de grond- en grondwatervervuiling.

Art. 3. Maken deel uit van het beleid inzake leefmilieu, de volgende in het Waalse Gewest uitgevoerde investeringsprogramma's :

- de bouw van uitrustingen bedoeld om de vervuiling of de milieuhinder te verminderen of uit te schakelen;
- de reconversie van werkende productie-uitrustingen in minder vervuilende productie-uitrustingen;
- het recycleren en de recuperatie van resten en afval, ...
- de sanering van vervuilde sites;
- de inspanningen inzake Research and Development met het oog op het afstellen van minder vervuilende producten en productiemiddelen, alsook de overgang van de bekomen resultaten naar de fase van industriële uitbating, voor zover deze investeringen niet het onderwerp zijn van een andere gewestelijke hulp.

Art. 4. De ondernemingen die investeringsprogramma's voorleggen zullen over de krachtens de geldende reglementeringen inzake leefmilieubescherming vereiste machtigingen moeten beschikken, met name :

- 1° de machtigingen vereist krachtens titel I, hoofdstuk I, van het Algemeen Reglement van de Arbeidsbescherming;
- 2° de machtigingen tot winning vereist overeenkomstig het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;
- 3° de mijnconcessies vereist overeenkomstig het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
- 4° de machtigingen tot ontsluiting van steenbergen vereist overeenkomstig het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenbergen;
- 5° de machtiging tot storting van afvalwater;

6° de machtiging tot winning van oppervlakte- of grondwater;

7° de erkenningen en machtigingen, die verplicht zijn krachtens de wetgeving inzake afval.

De ondernemingen, die een premie aanvragen, moeten het bewijs voorleggen dat zij in orde zijn met de wetgevingen en reglementeringen betreffende de belastingen en bijdragen inzake leefmilieu.

Art. 5. Kunnen in aanmerking komen binnen de in artikelen 2 en 3 vastgestelde grenzen de investeringsprogramma's die voorgesteld zijn door iedere natuurlijke persoon of in handelsvennootschap opgerichte rechtspersoon, of door een afdeling van of door een in het Waalse Gewest gevestigde exploitatiezetel die deel uitmaakt van deze rechtspersonen, welke een afzonderlijke exploitatie-eenheid vormen.

Kunnen tevens in aanmerking komen de investeringsprogramma's verricht door een geheel van rechtspersonen zoals bepaald in het eerste lid, voor zover zij een homogene technische exploitatie-eenheid vormen.

Art. 6. § 1. Het maximum bedrag van de toekenbare premie is vastgesteld op 20 % van het bedrag van het toegelaten investeringsprogramma.

Dit bedrag wordt aangepast naargelang de intensiteit van de inspanningen om de gebruikelijke minimale normen te overschrijden in het domein dat het onderwerp is van het investeringsprogramma.

§ 2. Nochtans kan een vaste premie van 15 % toegekend worden aan de ondernemingen die een investeringsprogramma uitvoeren ten einde een vervuilde ruimte te saneren of om recyclage- en recuperatieactiviteiten te bevorderen. Deze premie kan niet gecumuleerd worden met andere tegemoetkomingen met betrekking tot hetzelfde onderwerp.

§ 3. De Minister bepaalt het bedrag van de tegemoetkoming na advies van de Algemene Directie van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, bij toepassing van de in § 1 vastgestelde bepalingen.

Art. 7. De Waalse Regering bepaalt de in artikel 6, § 1, bedoelde gebruikelijke minimale normen, alsook de verschillende tussenkomstdrempels.

Art. 8. De toekenningsbeslissing is onderworpen aan een geschreven verbintenis van de onderneming, waarin de gewenste resultaten van het investeringsprogramma en de te bereiken waarden waarvoor zij zich verbindt of het beoogd doel inzake sanering van vervuilde ruimte vermeld worden.

Art. 9. § 1. De vereffening van de premie is onderworpen aan de aanvraag van de onderneming om uitbetaling, na de volledige realisatie van het investeringsprogramma.

§ 2. De Algemene Directie Economie en Tewerkstelling oefent een controle uit op de realisatie van het investeringsprogramma.

Bovendien gaat de Algemene Directie van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu na of het investeringsprogramma de nagestreefte resultaten geleverd heeft en dat de vastgestelde waarden bereikt zijn. Indien deze directie de tussenkomst van een erkend laboratorium vraagt, worden de kosten aan de onderneming aangerekend.

Indien de onderneming haar doeleinden niet naleeft, wordt er overgegaan tot de aanpassing van het bedrag van de premie of, eventueel, tot de terugbetaling van de premie.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de Economie behoort is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 16 september 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

F. 94 — 140

[C — 27015]

16 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'énergies renouvelables dans le cadre de l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de promouvoir et d'inciter, dans les meilleurs délais, les investissements mettant en œuvre des produits ou procédés valorisant les énergies renouvelables;

Considérant que pour l'application du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, il y a lieu de ne prendre en considération que les politiques d'intérêt particulier visées par cette norme, à l'exclusion de toute autre et que seuls peuvent être pris en considération pour le bénéfice des aides les investissements destinés à l'utilisation des immobilisations permettant la mise en œuvre de ces politiques d'intérêt particulier, à l'exclusion des investissements destinés à la production des dites immobilisations;

Sur la proposition du Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- le Ministre : le Ministre ayant les PME dans ses attributions;
- prime : la prime à l'investissement visée à l'article 32.4 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;
- programme d'investissements : un ensemble d'opérations et dépenses devant nécessairement figurer à l'actif du bilan dans la rubrique « Immobilisés »;
- début du programme d'investissements : la date de la première commande à l'exception des entreprises occupant jusqu'à 50 personnes et dont le programme d'investissements ne dépasse pas 50 millions de francs belges, ou la date de la première facture est prise en compte.